

PSR 73.01.07

INVESTISSEMENTS HYDRAULIQUES SUR L'EXPLOITATION AGRICOLE

Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73.
Intitulé dispositif régional NAQ	Investissements hydrauliques sur l'exploitation agricole
Indicateurs de résultats associés	R.9 Modernisation des exploitations R.26 Investissements liés aux ressources naturelles (on-farm)
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations au titre du Feader
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Les financements FEADER visent à soutenir :</p> <p>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau - Alimentation : par des eaux de pluie, et/ou de ruissellement (issues de fossés, de toiture...) Exemples : création de retenues collinaires, réhausses de bassins de récupération d'eaux pluviales, réhabilitation de plans d'eau déconnectés existants ...</p> <p>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau superficielles ou souterraines (Alimentation par pompage dans des cours d'eau, nappes libres et d'accompagnement, non captives et captives) Exemples : création, réhausse, réhabilitation de retenues...</p>
Année de démarrage du dispositif	2024
Bénéficiaires éligibles	<p>1/ Agriculteur actif personne physique, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge de 67 ans, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.</p> <p>2/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA), remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de la société est agricole, ET • au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique¹, ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime de protection sociales des salariés des professions agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement plus de 25% de parts sociales de la société qu'ils dirigent.

1 l'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

	<p>3/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de l'association ou de la SCIC est agricole, ET • au moins un adhérent ou associé respecte les conditions fixées pour une personne physique ou morale. <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées <u>exclusivement</u> au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Conditions d'éligibilité	<p>Les projets devront répondre aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir une vocation d'irrigation agricole, - disposer des autorisations environnementales conformes à la Nomenclature Eau définie à l'article R214-1 du code de l'environnement, - disposer d'un compteur d'eau au niveau des point de prélèvement, en cas d'absence doit être programmé dans le cadre de l'investissement, - présenter à la demande d'aide une note technique et économique présentant la faisabilité du projet. <p>Les exploitations bénéficiaires de l'investissement devront présenter des engagements agroécologiques parmi les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Atteinte du niveau supérieur ou spécifique à l'Agriculture Biologique de l'éco régime du premier pilier de la PAC • couverture des sols ; • protection de la biodiversité ; • suppression de produits phytosanitaires CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques) ; • recours au matériel d'irrigation optimisant les apports d'eau (matériel de télégestion/pilotage automatique de l'irrigation, systèmes d'irrigation localisée, systèmes de réduction de l'utilisation de l'eau). <p>Les engagements agroécologiques seront vérifiés sur la base d'un diagnostic d'exploitation à la demande d'aide et réalisés au plus tard dans les deux ans après le paiement du solde. Des contrôles sont mis en place pouvant le cas échéant conduire à des remboursements / sanctions en cas de non-respect.</p> <p>Les conditions relatives aux engagements agroécologiques seront précisées dans les appels à projets.</p> <p><u>Conditions supplémentaires par type de projet :</u></p> <p>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau</p> <p>Pour les projets de collecte d'eau de pluie issue de toiture : Ne sont éligibles que les projets de stockage > 800 m³</p>

	<p>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau superficielles ou souterraines</p> <p>Ne sont éligibles que les projets dont les prélèvements se font dans des masses d'eau en équilibre (cf. Rubrique supplémentaire - cartes Etat des masses d'eau)</p>
Coûts éligibles	<p>Les coûts éligibles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux - Equipements - Foncier (max 10% investissement éligible) - Dépenses immatérielles directement liées à l'investissement (maîtrise d'œuvre, conseil et diagnostic, Assistance à Maîtrise d'ouvrage...)
Inéligibilités	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets qui sollicitent une aide auprès de France Agrimer ou autre aide d'Etat sur le même investissement - Les projets qui ne servent pas à l'irrigation (ex : abreuvement des animaux, lutte contre le gel...) - Matériels d'irrigation à la parcelle - Frais relatifs au montage du dossier de demande d'aide - Coût des études réglementaires dans le cadre des demandes d'autorisation nécessaires au projet - Frais juridiques liés au projet - Coût de main d'œuvre pour les travaux réalisés par le porteur de projet - Matériels et équipement d'occasion - Investissements financés par crédit-bail
Eligibilité temporelle des dépenses	Dépenses éligibles à partir du dépôt de la demande d'aide, après parution de l'appel à projets
Eligibilité Géographique	Le siège de l'exploitation doit être situé en Nouvelle-Aquitaine
Ligne de partage PSN/crédits Région/autres financeurs	<p>Sont inéligibles les projets qui sollicitent une aide pour le même investissement sur la base du Régime d'Aide d'Etat n° SA.50388 2018/N relatif aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production (en vigueur jusqu'au 31/12/2023 : nouveau régime en préparation)</p> <p>Ligne de partage avec les autres dispositifs portés par la Région et/ou le FEADER :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet de stockage d'eau de pluie issue de toiture inférieur à 800 m³ (AAP maraichage) - Equipements hydrauliques (Dispositif ALTER'NA 2) - Réserve d'eau uniquement pour gel/grêle (AAP Gel/Grêle) - Abreuvement (PCAE 73.01.01 PME)
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI.
Principes de sélection	<p>Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semences)</p> <p>Réhabilitation de plans d'eau existants</p> <p>Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur</p> <p>Projets de stockage</p>

	Les critères de sélection qui en découlent sont vérifiés <u>exclusivement</u> au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées en comité de suivi ou dans le cahier des charges des appels à projets.
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	15% maximum (FEADER +contreparties) pour un nouvel installé. Le taux de bonification sera précisé dans les Appels à projet. Les conditions d'accès aux bonifications sont vérifiées au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux Maximum Aide Publique : 65% Taux d'aide (FEADER + contrepartie) maximum : 45%
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région, Agences de l'eau, Départements, Etat
Plancher (en dépenses éligibles)	10 000 €
Plafonds (en dépenses éligibles)	Des plafonds pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les Appels à Projets.
Modalités de versement	2 versements maximum
Recours à des options de coûts simplifiés	Non
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Etudes préalables et maitrise d'ouvrage plafonné à 12% du total des travaux éligibles Foncier plafonné à 10% du total des travaux éligibles
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'article 42 du TFUE
Rubrique supplémentaire : Conditions relatives à l'état quantitatif des masses d'eau : cartes des masses d'eau souterraines ou de surface en état moins que bon	Article 74-4 Amélioration d'une installation existante sans augmentation des surfaces irriguées, ni des prélèvements - En Zone en bon état : vérifier économie d'eau potentielle de 5% minimum - En zone en état moins que bon : vérifier l'économie d'eau effective de 2,5% minimum SAUF pour les projets spécifiques suivants (pas de condition d'économie d'eau) : - Efficacité énergétique seulement - Reuse sans incidence sur les masses d'eau sous-terraines ou de surfaces - Création de réservoir sans incidence environnementale négative importante Article 74-6

	<p>Création/extension d'une installation existante avec augmentation des surfaces ou augmentation des prélèvements</p> <ul style="list-style-type: none"> - En Zone en bon état : vérifier l'absence d'incidence environnementale négative importante - En zone en état moins que bon : PAS DE FINANCEMENT PUBLIC <p>En Nouvelle-Aquitaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les masses d'eau souterraines ou de surface en équilibre correspondent aux masses d'eau dont l'état n'a pas été qualifié de « moins que bon » définies dans l'Art.74 - les masses d'eau en équilibre correspondent aux zones non colorées sur les cartes annexées aux documents de mise en œuvre.
--	--